

Le « gros bon sens » est de retour!

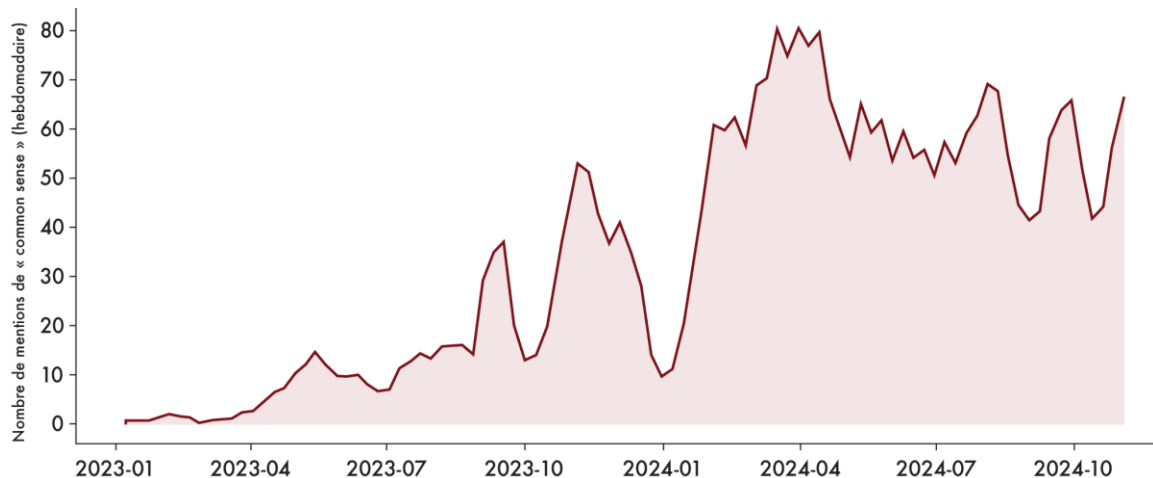
*Qui l'utilise? Dans quelles circonstances?
Et qu'est-ce que cela dit sur le discours populiste
dans la politique fédérale canadienne?*

PAR : EMILY LAXER, REMI VIVES ET JACOB MCLEAN | 31 JANVIER 2025

PUBLIE PRECEDEMMENT SOUS LE TITRE Laxer, E., R. Vivès & J. McLean. (2025). *Le « gros bons sens » est de retour! Qui l'utilise? Dans quelles circonstances? Et qu'est-ce que cela dit sur le discours populiste dans la politique fédérale canadienne?* (Observatoire du populisme au Canada : note de recherche 0007).

Au cours des deux dernières années, l'utilisation de l'expression « gros bon sens » (« common sense » en anglais) a pratiquement explosé en politique électorale fédérale canadienne. Entre le 1er janvier 2023 et le 10 novembre 2024, les députés fédéraux ont mentionné ce terme 3 392 fois sur X (anciennement Twitter), les trois quarts de ces mentions ayant eu lieu en 2024 (voir figure 1). Pourquoi y a-t-il une recrudescence de références politiques au « gros bon sens »? Quel message cela envoie-t-il sur le paysage électoral canadien?

FIGURE 1. Mentions hebdomadaires de « gros bon sens » par les députés fédéraux canadiens sur X (1^{er} janvier 2023-10 novembre 2024)



Remarque : les données de cette figure proviennent principalement de tweets en anglais, sauf dans le cas du Bloc Québécois, pour lequel les tweets en français ont été analysés. En anglais, le terme examiné est le « common sense ».

Cette note de recherche examine le lien entre l'augmentation des mentions du « gros bon sens » dans les discours des politiciens canadiens et le phénomène du populisme. En tant que discours politique, le populisme invoque l'idée d'une lutte morale entre des « élites » corrompues et illégitimes et un « peuple » honnête et travailleur [1]. L'idée que le « peuple » possède un « gros bon sens », inaccessible aux « élites » politiques, économiques ou culturelles, est souvent évoquée dans le cadre de projets populistes, en particulier de droite [2]. Par exemple, lors de son discours de victoire électorale, prononcé le 6 novembre 2024, Donald Trump a décrit sa victoire comme une « révolution historique qui a rallié des personnes de tous milieux autour d'un *tronc commun de gros bon sens* » [3].

Nous utilisons un ensemble de données de plus de 3 392 tweets de députés fédéraux canadiens pour répondre aux questions suivantes :

- *Qui* déploie le cadre du « gros bon sens » dans la politique fédérale canadienne? S'agit-il essentiellement d'un cadre de droite, ou son utilisation est-elle plus répandue?
- *Comment* ce cadre est-il déployé et quelles sont les différences entre les partis?
- *Que* révèle l'explosion récente des références au « gros bon sens » par les politiciens sur le rôle du discours populiste au Canada?

Tout d'abord, il est important de noter que les appels au « gros bon sens » ne sont pas une nouveauté en politique canadienne. En effet, ils ont une longue histoire. Ainsi, avant d'examiner nos principaux résultats, nous allons nous pencher sur l'utilisation *historique* de ce cadre par les politiciens fédéraux et provinciaux au Canada.

BREVE HISTOIRE DU « GROS BON SENS » EN POLITIQUE CANADIENNE

Les appels au « gros bon sens » émis par les politiciens canadiens de droite sont étroitement liés au virage néolibéral qui a reconfiguré le conservatisme au Royaume-Uni (avec le « thatchérisme ») et aux États-Unis (avec le « reaganisme ») dans les années 1980. Avant cette décennie, le conservatisme canadien était moins hostile envers l'État; il cherche maintenant à réduire considérablement le rôle du secteur public [4]. Cette nouvelle forme de conservatisme cherchait non seulement à *faire appel* au « gros bon sens », mais aussi à articuler et à développer un nouveau « gros bon sens *néolibéral* », selon lequel le marché est le seul distributeur légitime de biens et de services économiques pour le « peuple », tandis que les projets de redistribution de l'État profitent aux « élites » [5].

Cette culture et cet appel au « gros bon sens » néolibéral sont fortement associés à la montée en puissance du Parti réformiste, prédécesseur du plus récent Parti conservateur du Canada. Le chef fondateur du Parti réformiste, Preston Manning, avait l'habitude d'évoquer le « gros bon sens des gens ordinaires » lorsqu'il proposait des mesures pour assouplir les réglementations entravant le marché libre, en particulier en réduisant les contraintes imposées au pouvoir des entreprises [6]. En plus de remettre en question l'État-providence de cette manière, le cadre de « gros bon sens » de Manning l'a amené à dépeindre les revendications fondées sur les droits – par les communautés linguistiques et culturelles minoritaires, les immigrants et les groupes LGBTQ, entre autres – comme du lobbying au nom d'« intérêts particuliers » [7].

Bien qu'il s'agisse d'un parti fédéral, le Parti réformiste a eu une incidence importante sur le discours de droite au niveau provincial. Ralph Klein, qui a été Premier ministre de l'Alberta de 1992 à 2006, a surtout gagné en popularité en apaisant les aspirations réformatrices par sa ligne résolument néolibérale au sein du Parti progressiste-conservateur provincial. Il s'est engagé à rétablir l'équilibre budgétaire et à concilier les intérêts de l'État et du secteur privé [8]. Peu après

l'élection de M. Klein, ce type de politiques s'est répandu dans d'autres provinces, notamment en Ontario. En 1995, Mike Harris a accédé au poste de Premier ministre en tant que chef des progressistes-conservateurs, grâce à un programme axé sur une « révolution du gros bon sens », qui prônait des baisses d'impôts, la déréglementation et la réduction de la taille de l'État. En vigueur jusqu'en 2002, les politiques et les coupes budgétaires substantielles de M. Harris ont entraîné des répercussions sur pratiquement tous les domaines de la politique publique [9].

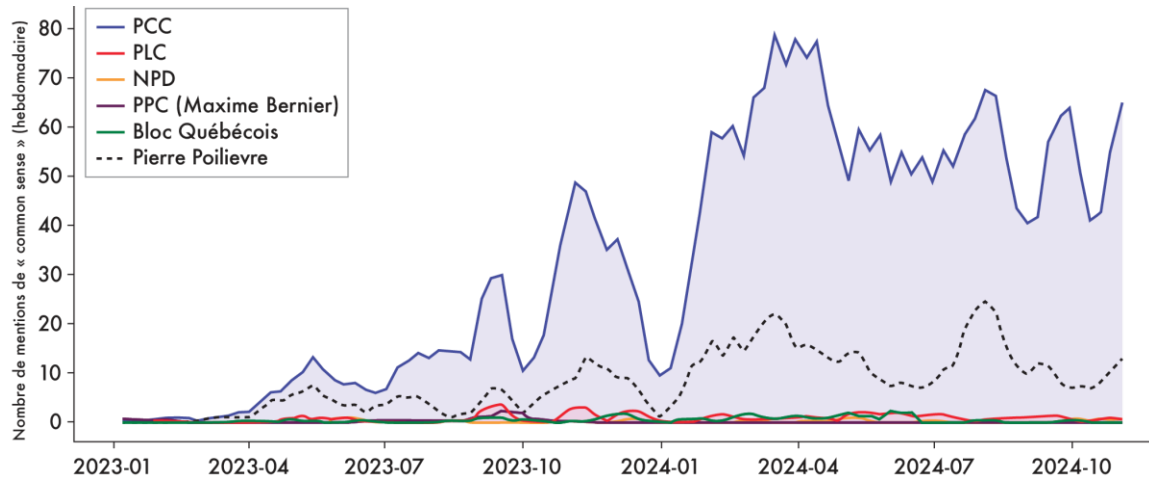
Depuis les années Harris, l'expression « gros bon sens » a continué à apparaître dans le discours officiel des partis politiques au Canada. En tant que ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration sous le Premier ministre Stephen Harper, l'ancien Premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, s'est engagé à rétablir le « gros bon sens » dans la politique canadienne en matière de réfugiés et d'immigration. Il a employé cette phrase pour mettre en évidence l'approche « loi et ordre » du gouvernement, qui comprenait notamment l'accélération de diverses expulsions, y compris celles des demandeurs d'asile [10]. Plus récemment, le Premier ministre de l'Ontario, Doug Ford (depuis 2018), a utilisé le cadre du « gros bon sens » pour critiquer les formes technocratiques et bureaucratiques du savoir en tant que mécanismes « élitistes » qui sapent les intérêts du « peuple », principalement des contribuables de la classe moyenne [11].

Récemment, le « gros bon sens » a refait surface en tant qu'élément important de la politique fédérale canadienne. Qui est le principal responsable de cette évolution? Le cadre du « gros bon sens » est-il resté un outil principalement utilisé par les partis et les politiciens de droite? Ou son utilisation s'est-elle plutôt étendue à l'ensemble du spectre politique? Nous aborderons ces questions dans la section suivante.

LE RETOUR DU « GROS BON SENS » : QUELLE EST LA FREQUENCE DE CE CADRE ET QUI L'UTILISE?

La figure 2 présente les mentions hebdomadaires du « gros bon sens » par les députés fédéraux sur X, avec des indicateurs distincts pour le Parti conservateur du Canada (PCC), le Parti libéral du Canada (PLC), le Nouveau Parti démocratique (NPD) et le Bloc Québécois (BQ). Bien que le Parti populaire du Canada (PPC) ne possède pas de siège au Parlement, nous avons inclus son chef, Maxime Bernier, dans notre analyse, car il fait l'objet de nombreuses discussions journalistiques et universitaires reliées au populisme au Canada [12]. La ligne en pointillé reprend les références au « gros bon sens » du chef du PCC, Pierre Poilievre. Bien que nous ayons inclus le Parti vert dans notre collecte de données, nous avons constaté que ses députés n'ont pas utilisé le terme « gros bon sens » au cours de la période étudiée.

FIGURE 2. Mentions hebdomadaires de « gros bon sens » par les députés fédéraux canadiens sur X, par parti et par chef (1^{er} janvier 2023-10 novembre 2024)



Remarque : les données de cette figure proviennent principalement de tweets en anglais, sauf dans le cas du Bloc Québécois, pour lequel les tweets en français ont été analysés. En anglais, le terme examiné est le « common sense ».

La figure 2 fait ressortir plusieurs observations importantes. D’abord et avant tout, les députés du PCC sont responsables de la grande majorité (3 217 mentions, 95 pour cent) des utilisations du « gros bon sens » par les députés fédéraux canadiens sur X au cours de la période étudiée. En outre, les données *internes au parti* révèlent que l’utilisation de ce terme est largement répandue en son sein, les trois quarts des députés du PCC ayant cité le « gros bon sens » au moins une fois. Le fait que Pierre Poilievre ait lui-même apposé sa signature sur un quart des occurrences de l’expression « gros bon sens » dans le cadre du PCC laisse croire à une planification stratégique minutieuse orchestrée par le chef du parti.

@Ryan_r_Williams “**Common sense for the common people #pierre4pm**” 12 mai 2023

Comme on pouvait s’y attendre compte tenu de l’histoire conservatrice de cette expression, l’utilisation de la notion de « gros bon sens » est beaucoup plus limitée en dehors du PCC. Les députés libéraux ont cité le « gros bon sens » seulement 82 fois au cours de la période étudiée, contre 46 fois pour le Bloc Québécois, 17 fois pour le NPD et 21 fois pour le chef du PPC, Maxime Bernier. Non seulement la fréquence totale des mentions de « gros bon sens » est beaucoup plus faible dans ces partis, mais leur utilisation de l’expression est également beaucoup moins répandue, avec seulement 25 pour cent des députés libéraux qui l’utilisent, contre 19 pour cent des députés néo-démocrates et 33 pour cent des députés du Bloc Québécois. Il est à souligner que, durant la période examinée, M. Trudeau n’a évoqué qu’une seule fois l’expression « gros bon sens », alors que, d’après nos résultats, le chef du BQ, Yves-François Blanchet, l’a citée à trois reprises, et que le dirigeant néo-démocrate, Jagmeet Singh, ne l’a pas utilisée.

Les indices quantitatifs suggèrent ainsi que l’explosion des références politiques au « gros bon sens » depuis le début de l’année 2023 est presque entièrement due au PCC. Pourtant, cela ne

nous dit pas grand-chose sur les sens précis attribués à ce cadre ni sur les sujets auxquels il est appliqué. Dans la section suivante, nous abordons cette question en étudiant *comment* les députés fédéraux utilisent le « gros bon sens » et ce que cela peut révéler sur le rôle du populisme dans la politique canadienne. Commençons par un examen approfondi des thèmes clés dans les références des députés du PCC au « gros bon sens ».

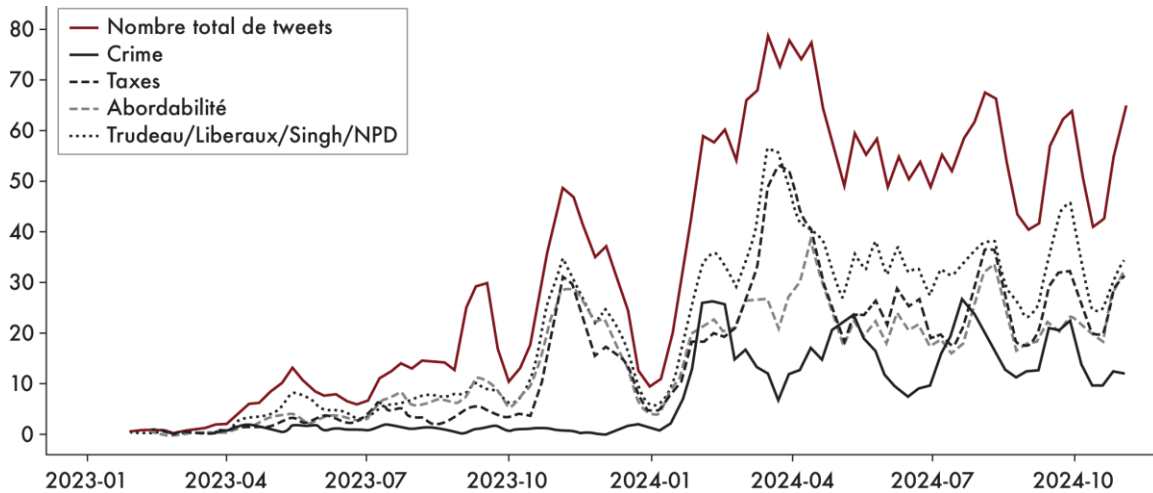
LE « GROS BON SENS » DE QUI : COMMENT LES DIFFERENTS PARTIS UTILISENT-ILS CE CADRE?

i. Thèmes clés de l'utilisation du « gros bon sens » par les députés du PCC

Afin de définir les domaines clés auxquels les députés du PCC appliquent le « gros bon sens », nous avons d'abord calculé les termes les plus fréquemment utilisés dans les tweets de ce cadre [13]. Nous avons ensuite regroupé les termes placés en haut de la liste en quatre thèmes :

1) Trudeau/Singh et Libéraux/NPD (souvent appelée « coalition Trudeau-NPD »), 2) les impôts, 3) l'accessibilité financière et 4) la criminalité [14].

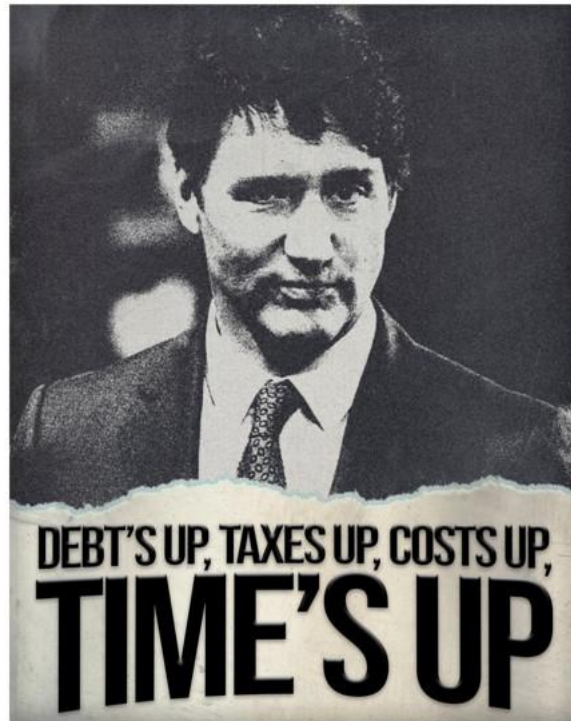
FIGURE 3. Mentions hebdomadaires de « gros bon sens » par les députés du PCC sur X, par sujet (1^{er} janvier 2023-10 novembre 2024)



Remarque : étant donné que seulement les tweets en anglais du PCC ont été analysés, les données dans cette figure s'appliquent uniquement au terme « common sense ».

Comme le montre la figure 3, le sujet qui revient le plus souvent dans les tweets des députés du PCC invoquant le « gros bon sens » est, dans 59 pour cent des cas, le gouvernement libéral, le NPD ainsi que les chefs des partis, M. Trudeau et M. Singh, souvent décrits comme formant une « coalition ». Dans ces tweets, le « plan de gros bon sens » des Conservateurs de M. Poilievre est présenté comme la seule option viable pour les Canadiens frustrés par les actions d'un gouvernement décrit comme entièrement responsable de l'augmentation de la dette, de la hausse des impôts et du coût de la vie (voir image 1). Comme le disent souvent les députés du PCC, ce gouvernement « n'en vaut pas le coût ». L'utilisation récurrente de l'expression « coalition » libérale et néo-démocrate « déconnectée » dans ces tweets met en évidence l'importance du « gros bon sens » pour façonner une vision populiste de ces partis comme étant composés d'« élites » qui agissent contre les intérêts du « peuple ».

IMAGE 1. Affiche de Trudeau liée à un tweet du PCC sur le « gros bon sens » (@PierrePoilievre, 23 septembre 2024)



Il n'y a rien de surprenant à ce que, compte tenu de l'emploi antérieur de ce terme par les politiciens de droite canadiens, le deuxième thème le plus fréquemment abordé dans les tweets des députés du PCC concernant le « gros bon sens » soit celui des impôts, représentant 45 pour cent des mentions. Une part importante de ces tweets identifie la « taxe carbone » comme une mesure particulièrement néfaste, la décrivant comme « ruinant les Canadiens » (@ToddDohertyMP, 6 décembre 2023), en particulier « les agriculteurs, les Premières Nations et les familles » (@JohnBarlowMP, 7 décembre 2023), et comme contribuant à la hausse des prix, en particulier celui de la nourriture (@jasrajhallan, 14 décembre 2023). En proposant de « supprimer la taxe », les Conservateurs prétendent offrir une mesure de « gros bon sens » qui permettra, entre autres, de « faire baisser les prix » (@PierrePoilievre, 8 janvier 2024) et de chauffer les maisons des Canadiens (@PierrePoilievre, 11 janvier 2024).

@ScotDavidsonMP “This is just another desperate attempt from the Liberals to distract Canadians from the misery Trudeau is causing. Only Common Sense Conservatives will scrap the carbon tax entirely so Canadians can afford to eat, heat and house themselves”
15 février 2024

La fiscalité est souvent abordée en même temps que le troisième sujet principal soulevé par les députés du PCC, soit celui de l'utilisation judicieuse de « gros bon sens » sur X, qui concerne l'accessibilité financière. Dans 43 pour cent des tweets du PCC figurant dans nos données, les députés du parti affirment être particulièrement soucieux de « rétablir l'accessibilité »

(@TimUppal, 17 janvier 2024), de « ramener des chèques de paye plus élevés à la maison » (@PierrePoilievre, 8 février 2024) et de « construire des maisons » (@jasrajshallan, 10 février 2024).

Le dernier sujet apparaissant dans 22 pour cent des tweets des députés du PCC et mentionnant le « gros bon sens » est la « criminalité ». En utilisant le cadre du « gros bon sens » pour aborder ce sujet, les membres du PCC invoquent fréquemment l'idée qu'une « coalition Trudeau-NPD » crée le « chaos » et met en péril la sécurité de la population canadienne par le biais de « drogues payées par les impôts » et d'une solution de « capture et remise en liberté » pour les « délinquants violents ». Comme alternative à ces « politiques radicales pro-criminelles », M. Poilievre et son équipe proposent un « plan de gros bon sens » vaguement défini pour « ramener la sécurité à la maison » et avoir des « rues sûres » basé sur une approche caractérisée par « la prison et non la liberté conditionnelle » (@PierrePoilievre, 13 avril 2023, 16 avril 2023). Dans ces interventions, les criminels sont souvent opposés aux « propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi et du gros bon sens » (@BlaineFCalkins, 11 octobre 2023).

@PierrePoilievre **“Who stops crime? Common sense Conservatives or the Trudeau-NDP coalition? #BringHomeSafety”** 3 avril 2023

ii. Thèmes clés dans l'utilisation du « gros bon sens » par les autres partis

Bien que peu nombreuses (116 au total), les références au « gros bon sens » faites par des députés n'appartenant pas au PCC peuvent contenir des indices sur le rôle et la résonance plus larges du cadre. Le « gros bon sens » est-il soumis à un « effet de contagion », par lequel ces autres partis exploitent le cadre à leurs propres fins stratégiques? Ou bien les partis autres que le PCC citent-ils le « gros bon sens » d'une manière essentiellement dérivée, dans le but de saper les prétentions de ce parti à représenter le « peuple »?

@MarkGerretsen **“Ontarians know how the last “common sense revolution” ended”**
15 septembre 2023

Depuis le 1er janvier 2023, les députés du Parti libéral, du NPD et du Bloc Québécois font référence au « gros bon sens » sur X de façon presque entièrement dérivée, dans le but apparent de contester la légitimité de la marque populiste du PCC. Par exemple, plusieurs tweets de députés libéraux et néo-démocrates rappellent les difficultés généralisées engendrées par la « révolution du gros bon sens » de M. Harris, qui, selon eux, a détérioré la situation des Ontariens en réduisant les investissements dans l'éducation, les soins de santé et le logement. Comme l'a déclaré la députée libérale Julie Dzerowicz, ces actions relèvent du « non-sens » plutôt que du « bon sens ». M. Poilievre, a-t-elle prévenu, risque d'entraîner les Canadiens sur la même voie, en « coupant les services » et en « réduisant les avantages sociaux » (@JulieDzerowicz, 9 septembre 2023). Comme dans les tweets du PCC ciblant Trudeau, ces messages étaient parfois accompagnés d'images de Mike Harris (voir image 2).

IMAGE 2. Affiche de Mike Harris liée au tweet du Parti libéral sur le « gros bon sens » (@JulieDzerowicz, 9 septembre 2023)



Le NPD et le Bloc Québécois ont adopté des approches similaires pour ébranler la légitimité du cadre de « gros bon sens » du PCC. Certains ont cherché à réfuter les prétentions des Conservateurs à représenter le « peuple », accusant le parti de retarder le débat sur « les emplois durables et l’assurance-médicaments qui aideront des millions de Canadiens » (@DonDavies, 11 avril 2024) et de proposer un plan de soins de santé qui entraînera « davantage de coupures » (@LeahGazan, 24 octobre 2024). Les députés du Bloc Québécois ont adopté une approche particulièrement directe, accusant le PCC de se livrer à la « duperie » et à la « Trumperie » (@renewilleure, 3 juin 2024) et d’agir « au service des ultra-riches » (@SPSTremblay, 16 mai 2024).

@renewilleure “Il fut un temps où l’expression “gros bon sens” avait un sens. De nos jours, cette expression n’est souvent que tromperie ou, pire, Trumperie #BlocQC #grosbonsens #polcan #canpoli” 3 juin 2024

@SPSTremblay “Le peuple, les gens qui en arrachent, les victimes de l’inflation, le gros bon sens bla bla bla. À lire pour ceux et celles qui croient que les #conservateurs ne sont pas au service des ultra-riches. #polqc #blocqc #Blocquébécois #PCC” 16 mai 2024

Contrairement à ces utilisations dérivées du « gros bon sens » par les Libéraux, le NPD et le Bloc Québécois, Maxime Bernier du PPC a utilisé le terme de manière exclusivement non dérivée depuis le 1er janvier 2023. Qualifiant le PPC d’« alternative populiste de gros bon sens aux partis

de l'*establishment* » (1er janvier 2023), il a lui-même promis d'entreprendre une « révolution du gros bon sens » (19 juin 2023) en s'attaquant à une série de problèmes, notamment l'« hystérie collective » liée à la COVID-19 (2 janvier 2023), les « fanatiques de l'idéologie du genre » (24 janvier 2023), la « politique d'immigration de masse de Trudeau » (31 juillet 2023) et l'environnement (1er septembre 2023).

@MaximeBernier “I will be back! It’s only the beginning of our common sense revolution” 19 juin 2023 [15]

CONCLUSION

Cette note de recherche visait à analyser et à décrypter la soudaine recrudescence du « gros bon sens » dans le discours politique fédéral canadien. Nous cherchions à mettre en lumière les mécanismes sous-jacents à cette résurgence et à en tirer des enseignements sur le rôle du populisme. Nos conclusions sont de trois ordres :

1. Tout d'abord, sans surprise compte tenu de l'histoire conservatrice de l'expression, le « gros bon sens » sur X est en grande majorité un outil de la droite au Canada, en particulier pour le PCC et, dans une moindre mesure, pour le PPC. Au sein du PCC, le « gros bon sens » fait d'ailleurs l'objet d'une forte coordination stratégique, le leader Pierre Poilievre l'adoptant le plus fréquemment, et les trois quarts des députés du parti lui emboîtant le pas. En revanche, les Libéraux, le NPD et le Bloc Québécois n'utilisent que très rarement le « gros bon sens », et le Parti vert s'abstient totalement d'utiliser ce cadre. En outre, *lorsque* ces autres partis font appel au « gros bon sens », c'est le plus souvent pour contester la légitimité de l'image populiste du PCC, qui se présente comme agissant au nom du « peuple ».
2. Deuxièmement, en citant le « gros bon sens », les députés du PCC adhèrent largement à un scénario établi dans des itérations antérieures du conservatisme canadien, y compris la « révolution du gros bon sens » de M. Harris dans les années 1990. Ce scénario présente les compressions de l'État-providence (par le biais de la réduction des impôts) et le renforcement de l'État pénal (par le biais de lois plus sévères en matière de condamnation) comme étant bénéfiques pour les Canadiens ordinaires. Les Conservateurs de M. Poilievre ont adapté cette recette aux débats politiques contemporains, en utilisant le cadre du « gros bon sens » de manière coordonnée pour revendiquer les frustrations (principalement économiques) des électeurs.
3. Troisièmement, les références au « gros bon sens » des députés du PCC contiennent des signes révélateurs de populisme. Elles s'accompagnent souvent d'allégations selon lesquelles les « élites » (principalement les partis au pouvoir et les autres partis d'opposition) sont les principaux (et souvent les *seuls*) acteurs responsables de l'ensemble des défis économiques et sociaux auxquels le « peuple » est confronté, à savoir l'inflation, l'augmentation du coût de la vie et l'accès limité au logement.

1. Jagers, Jan et Stefaan, Walgrave. (2007). « Populism as Political Communication Style: An Empirical Study of Political Parties' Discourse in Belgium », *European Journal of Political Research*, 46: 319-345.
2. Betz, H.-G., et Johnson, C. (2004). « Against the current—stemming the tide: The nostalgic ideology of the contemporary radical populist right », *Journal of Political Ideologies*, 9(3), 311-327; Mudde, C. (2017). « An ideational approach. » *The Oxford Handbook of Populism*, 27, pp. 33-34.
3. Global News. « Read the transcript of Donald Trump's remarks as he claimed election win », 6 novembre 2024. Accentué par les auteurs. La traduction de citations en anglais contenues dans cette note de recherche a été effectuée par les services de traduction du bureau du principal, Collège Glendon, Université York.
4. Boily, F. (2023). « Canada: The evolution, transformation, and diversity of conservatism. » Dans J. Castro-Rea et E. Solano (Eds.), *The Right in the Americas* (pp. 76-87). Routledge, p. 79.
5. Brown, W. (2019). *In the ruins of neoliberalism*. Columbia University Press, p. 54.
6. Laycock, D. (2019). « Tax revolts, direct democracy and representation: Populist politics in the US and Canada. » *Journal of Political Ideologies*, 24(2), 158-181, pp. 171-176.
7. Patten, S. (1996). « Preston Manning's populism: Constructing the common sense of the common people. » *Studies in Political Economy*, 50(1), 95-132, p. 96.
8. Harrison, T. W. (2014). « Alberta as a Conservative Redoubt—And Quebec's Role in its Construction. » Dans J. Castro-Rea et F. Boily (Ed.), *Le fédéralisme selon Harper : La place du Québec dans le Canada conservateur* (pp. 11-32). Presses de l'Université Laval, p.23.
9. Pour un aperçu partiel de l'ampleur et des implications de la « révolution du gros bon sens », voir Keil, R. (2002). "Common-Sense" Neoliberalism: Progressive Conservative Urbanism in Toronto, Canada. *Antipode*, 34(3), 578-601) sur les municipalités et la vie urbaine quotidienne; voir Winfield, M. S., & Jenish, G. (1998). Ontario's environment and the "Common Sense Revolution". *Studies in Political Economy*, 57(1), 129-147) sur l'écologie; voir Lightman, E., & Baines, D. (1996). White Men in Blue Suits: Women's Policy in Conservative Ontario. *Canadian Review of Social Policy*, 38, 145-152) sur les questions relatives aux femmes.
10. Marwah, I., Triadafilopoulos, T., et White, S. (2018). « Immigration, Citizenship, and Canada's New Conservative Party. » In J. H. Farney et D. Rayside (Eds.), *Conservatism in Canada* (pp. 95-119). University of Toronto Press, p. 110.
11. Budd, B. (2020). « The People's Champ: Doug Ford and Neoliberal Right-Wing Populism in the 2018 Ontario Provincial Election. » *Politics and Governance*, 8(1), 171-181, p. 178.
12. Peker, Efe et Elke Winter. 2024. « Confronting or incorporating middle-class nation-building? Right-wing responses in the pan-Canadian context », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, en ligne.
13. Plus précisément, nous avons sélectionné les unigrammes et les bigrammes les plus fréquemment utilisés.
14. Nos termes de recherche pour les sujets étaient les suivants : 1) Trudeau/Libéraux/Singh/NPD (« singh », « trudeau », « NDP », « liberal »; 2) Taxes (« tax »); 3) Accessibilité financière (« afford », « lower price », « inflation », « food », « interest rate », « home heating », « money », « powerful paycheque », « struggle/ing », « expensive », « homes », « house », « housing », « build »; 4) Crime (« bail », « crime », « criminal », « theft », « jail », « ban hard », « repeat violent », « offender », « hard drug », « safe street »).
15. Bernier a publié ce tweet après que le PPC ait obtenu 1,26 pour cent des voix à l'élection partielle de Winnipeg-Centre-Sud le 19 juin 2023.